

DÉLÉGATION À LA PAIX, À LA DÉMOCRATIE
ET AUX DROITS DE L'HOMME

RAPPORT DE LA MISSION DE VERIFICATION DU DISPOSITIF
TECHNIQUE ET DES PROCEDURES TECHNIQUES ET
ADMINISTRATIVES EN VUE DE LA REVISION DE LA LISTE
ELECTORALE EN GUINEE
11-17 JUIN 2012

Introduction

A la fin du mois d'avril 2012, le Président Alpha Condé a respectivement reçu les représentants de l'opposition, du centre et de la majorité présidentielle, de la CENI, du Corps diplomatique accrédité en Guinée, des partenaires techniques et financiers, en vue d'échanger avec eux sur le processus électoral en cours dans son pays. Ces rencontres interviennent dans un contexte marqué par l'impossibilité du respect de la date retenue par la CENI pour la tenue des élections législatives (8 juillet 2012), en raison du retard accusé dans la réalisation du chronogramme adopté par l'institution électorale.

Par ailleurs, l'opposition a organisé, à la même période, plusieurs manifestations et marches en vue d'exiger la recomposition de la CENI. Les partis de « l'opposition radicale » réclament également le remplacement du Président de la CENI. La recomposition de la CENI devrait contribuer, selon l'opposition, à rassurer toutes les parties prenantes et à favoriser la participation de tous les acteurs politiques à la préparation et à l'organisation des élections législatives inclusives, consensuelles, transparentes et démocratiques.

Le processus électoral guinéen est confronté à certaines difficultés d'ordre institutionnel et technique. Les questions institutionnelles sont relatives à la recomposition de l'organe électoral ainsi que la procédure de prise de décisions et aux modalités et conditions de révision du fichier électoral par l'opérateur Waymark, dont le rôle est contesté par une partie de la classe politique. C'est dans ce contexte que les autorités guinéennes ont sollicité l'OIF pour évaluer le dispositif et les modalités de révision des listes électorales.

L'OIF a déterminé d'un commun accord avec les parties guinéennes les modalités de son intervention. Sur cette base, elle a proposé la tenue d'une réunion de concertation avec l'ensemble des parties prenantes guinéennes et des partenaires extérieurs pour échanger sur les points de divergence afférents au processus électoral. Deux points étaient à l'ordre du jour de la rencontre, les questions institutionnelles et les questions techniques. Durant deux jours, les 31 mai et 1^{er} juin, les participants ont échangé sur les voies et moyens visant à relancer, de façon durable et consensuelle, le processus électoral en cours.

Sur les questions institutionnelles, les participants ont noté que les acteurs politiques ont plaidé en faveur de leurs positions quant à la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Les partis de l'opposition ont demandé la recomposition de la CENI qui ne répond plus aux critères d'impartialité, de neutralité et compétence. Tandis que les représentants de la mouvance présidentielle et du centre classique ont marqué

leur préférence pour le maintien de la structure électorale telle quelle afin de parachever, dans les meilleurs délais, la transition. Pour ces derniers, les institutions seront remaniées, conformément aux dispositions de la nouvelle Constitution, à la fin de la période transitoire, c'est-à-dire, après la tenue des élections législatives. Malgré les propositions synthétiques faites par la médiation nationale, mise en place par le président de la République, les différents partis politiques ont maintenu leur position. Il a été décidé la création d'un cadre de concertation entre guinéens pour la poursuite des négociations aux fins de trouver une solution consensuelle qui tienne compte de la loi, du contexte général du pays et de l'intérêt supérieur de la nation.

En ce qui concerne les questions techniques, elles posent la question des capacités techniques de l'opérateur technique, Waymark, pour conduire une véritable révision du fichier électoral. Les partis de l'opposition s'interrogent sur les conditions (unilatérales) dans lesquelles l'opérateur a été choisi. Ils ont émis des doutes quant à la fiabilité et à la sécurisation du dispositif de Waymark. Il faut rappeler à ce sujet que le rapport d'audit du PNUD (22 mars - 6 avril 2012), avait révélé des dysfonctionnements et faiblesses du système Waymark. Cet audit faisait suite à une recommandation du dialogue politique qui avait réuni toutes les parties guinéennes de décembre 2011 à février 2012. Les participants avaient souhaité mener une évaluation technique de l'opérateur technique afin de vérifier s'il était en mesure de mener à bien la révision du fichier électoral et s'il était capable de recevoir et traiter les données biométriques de Sagem. Le rapport du PNUD avait relevé quelques dysfonctionnements que l'opposition n'a pas manqué de surligner en pointant les lacunes de Waymark.

A l'occasion de la réunion de concertation organisée par l'OIF, l'opérateur a fait une démonstration du système et des procédures mis en place pour l'actualisation des listes électorales. Les experts ont souhaité approfondir l'examen du système et ont proposé l'envoi d'une mission technique de vérification et d'évaluation du dispositif et équipements techniques de Waymark, avec la participation des experts de la CENI et des partis politiques. L'évaluation vise à déterminer les capacités et dysfonctionnements du système afin de répondre à la question de savoir s'il répond aux normes internationalement admises en matière de révision de listes électorales et de formuler des recommandations pour fiabiliser et crédibiliser le système de révision des listes.

Les termes de référence de la mission ayant été validés par les parties guinéennes, les experts ont séjourné à Conakry, du 11 au 17 juin. Il s'est agi pour les experts, sans revenir sur le réexamen souhaité par certaines parties au cours de la réunion des 31 mai et 1^{er} juin 2012 des conditions dans lesquelles l'opérateur a été choisi, de procéder à la vérification des composantes du système de collecte et de traitement de liste électorale de WAYMARK (kit de collecte, Datacenter, sécurité, traçabilité...) ainsi que des procédures techniques et administratives (dé doublonnage, traitement des anomalies,

manuel de procédures, guide....) en prenant en compte l'ensemble des fonctions nécessaires pour établir une liste électorale inclusive, exhaustive et exacte.

Le présent rapport formalise les constats faits par les experts et les recommandations en vue de renforcer la crédibilité, la sécurisation et la fiabilité du dispositif de révision des listes électorales en Guinée, et devant être mises en œuvre dans les meilleurs délais avec l'appui et l'accompagnement de l'OIF et des autres partenaires techniques et financiers concernés.

A. Rappel des termes de référence

Il s'agit de vérifier les composants systèmes de la plate-forme de WAYMARK :

- Etudier le processus de collecte et de traitement de la liste électorale en faisant ressortir les éventuelles insuffisances liées au dispositif technique (kit de collecte, Datacenter, sécurité, traçabilité....) ainsi que les procédures techniques et administratives (dédoublonnage, traitement des anomalies, manuel de procédures, guide....) mis en place par WAYMARK pour la révision du fichier électoral.
- Etablir des recommandations permettant d'améliorer la plate-forme et la conformer davantage aux exigences du code électoral afin d'aboutir à une liste électorale inclusive, exhaustive et exacte.

En attendant de pouvoir vérifier certains documents techniques demandés, la mission s'est référée aux normes internationales en matière de traitement des listes électorales biométriques pour vérifier la plate-forme.

Il est à signaler également que les kits étant déjà déployés à l'intérieur du pays, le test a été effectué à ce stade seulement sur deux kits d'enrôlement à Conakry.

B. Approche retenue

Dans le souci de s'assurer que le système de WAYMARK couvre bien les composantes requises pour que la CENI puisse réaliser la révision de la liste électorale conformément aux dispositions du code électoral, un plan de vérification axé sur les principales fonctions a été établi et par conséquent la mission a assisté aux démonstrations et aux présentations faites par WAYMARK.

La vérification du système s'est déroulée du 13 au 16 juin 2012 à Conakry dans la villa abritant le Datacenter électoral. Le retard du démarrage des travaux s'explique par

l'arrivée annoncée des représentants de l'opposition. Finalement, ces derniers ne se sont pas joints aux participants à cette mission. Cette vérification a touché les volets suivants :

- Kits de collecte (démonstration WAYMARK);
- Chargement du découpage administratif et les données de la liste de 2012 ;
- Mode opératoire de collecte et déploiement de kits;
- Equipe d'encadrement ;
- La procédure de sauvegarde et de centralisation de données (module de sauvegarde sur le kit et le module de chargement dans le serveur central) ;
- L'architecture et composantes système ;
- Le module de la procédure de consolidation et de dé doublonnage (AFIS) ;
- Affectation des électeurs et équilibrage des bureaux de vote ;
- Le Module d'impression de la carte d'électeur et des listes électorales.

C. Les constats faits par la mission

La vérification et les démonstrations ont permis d'obtenir les résultats suivants :

1. Kit et procédure d'enrôlement :

Cette étape a été réalisée sur deux kits dans le site central à Conakry. Elle a consisté à vérifier le kit d'enrôlement, le logiciel et la procédure de collecte. Les principaux constats relevés sont les suivants :

- ❖ Le kit comporte toutes les composantes (camera, lecteur d'empreintes laptop....) ;
- ❖ Le système d'exploitation installé sur le kit est Windows 7 ;
- ❖ Un récépissé est remis à chaque électeur à la fin de la procédure d'enrôlement ;
- ❖ L'accès des opérateurs est fait sur la base d'authentification biométrique ;

L'accès à l'interface d'enrôlement est bien sécurisé par une authentification biométrique. Pour pouvoir effectuer des opérations de saisie, l'opérateur doit insérer dans le laptop du kit une clé USB de sauvegarde.

- ❖ Le masque de saisie permet de bien capturer les 10 empreintes et la photo de l'électeur. Il permet également de saisir les données alphanumériques et de rattacher l'électeur à un district/quartier du découpage administratif.

Sur ce point, il a été constaté que l'opérateur a la possibilité de rattacher des électeurs à des districts/quartiers qui ne sont pas du ressort de la Commission Administrative de révision des listes électorales (CARLE) pour laquelle le kit est positionné en temps T.

- ❖ Les données alphanumériques du fichier électoral de 2010 sont chargées sur les deux kits ;

Les données chargées sur les deux kits de test doivent comporter les trois rubriques exigées par l'article 12 du code électoral. Il s'agit des informations suivantes :

- La date et lieu de naissance ;
- La profession.

La mission constate une différence de chiffre entre le nombre d'inscrits relevé dans le rapport du PNUD (3 834 292) et celui des inscrits chargés sur le kit de WAYMARK (3 692 094).

- ❖ Les données sur le kit sont stockées en fichier XML (non cryptés) et non en format de base de données. Ceci pourrait avoir des conséquences sur la sécurité de données et sur la performance du kit;
- ❖ Le temps moyen de vérification de document, pour la procédure informatique d'enrôlement et d'impression du reçu est de 15 minutes. La durée totale de l'enrôlement pourrait augmenter en fonction des aléas rencontrés sur le terrain.
- ❖ Lors de l'enrôlement, il est exigé de saisir pour chaque électeur qui se présente un numéro de famille.

Ce numéro de famille est géré de manière extra système et vise à dénombrer les ménages par district/quartier afin de faciliter par la suite l'affectation des électeurs dans les bureaux de vote.

La mission doit confirmer la vérification des éléments présentant la logique et le mécanisme d'attribution du numéro de famille par ménage.

Il convient de compléter les critères de recherche des électeurs enrôlés en 2010 (Sagem). Une recherche avancée multicritère devra être implémentée pour permettre de retrouver les électeurs qui auraient perdu leur carte d'électeur. Ceci est très important pour s'assurer que des électeurs qui sont dans le fichier de 2010 et qui ont perdu leur carte d'électeur ne seront pas de nouveau enrôlés comme c'est le cas actuellement.

2. Procédure de sauvegarde et de remontée de données du kit vers le site central :

Cette procédure consiste à faire des sauvegardes périodiques des données saisies sur les kits pour les acheminer vers le Datacenter à Conakry. L'interface du Kit permet de crypter et de sauvegarder les données sur une clé USB. La mission de vérification a suivi une démonstration sur le site central pour les données de test sur les deux kits.

Toutefois, il reste encore à formaliser cette étape par des procédures techniques et administratives claires (périodicité et mécanisme d'acheminement) afin de renforcer la traçabilité et d'éviter la perte de données entre le kit et le site central.

3. Consolidation et matching (dé doublonnage) :

Une procédure au niveau central est mise en œuvre. Elle permet de récupérer les données à partir des clés USB de sauvegarde et de procéder au dé doublonnage de données par l'AFIS sur la base des empreintes.

La vitesse d'extraction de templates (gabarits) et de matching y compris la comparaison 4 doigts (données SAGEM) contre 10 doigts WAYMARK n'ont pas pu être vérifiées efficacement à cause de l'absence de données biométriques pour les électeurs de 2010 dans le système de WAYMARK.

La procédure de matching renvoie les doublons avec un taux correspondant à un niveau élevé de similarité vers un outil décisionnel pour vérification manuelle. Toutefois, en cas de doublon confirmé, l'article 31 du code électoral prévoit de retenir la dernière demande d'inscription.

Il est nécessaire de produire une procédure administrative permettant de tracer les événements liés au matching.

4. Affectation des électeurs dans les bureaux de vote :

Cette étape est nécessaire pour rattacher les électeurs aux bureaux de vote. Le système central d'affectation mis en œuvre par WAYMARK présente les insuffisances suivantes :

- Les données (filiation) des électeurs sont modifiables ;
- Le découpage administratif système ne suit pas une codification précise permettant de distinguer les circonscriptions et les bureaux de vote ;
- L'affectation au bureau de vote est faite sur la base du numéro de famille qui est géré de manière extra système (il présente le risque de faire coexister des doubles ou multiples numéros de famille).

5. Impression des documents électoraux :

Pour l'impression des listes et de la carte d'électeur WAYMARK, dispose de deux grandes imprimantes OKI et une machine pour découper la carte d'électeur.

L'interface du système central permet d'imprimer les listes et de générer la carte d'électeur.

La mission n'a pas pu obtenir les spécifications techniques de la carte d'électeur. Toutefois, la mission a constaté ce qui suit :

- Pas de gestion du cycle de vie des cartes (émission, réémission, post-émission) et des événements et statuts des cartes (active, perdue, volée, expirée) ;
- Aucune procédure de contrôle de qualité ;
- Aucune traçabilité (numéro de la carte) ;

En revanche, le nombre d'imprimantes n'est pas suffisant. Le dimensionnement des imprimantes a été fait en prenant considération le temps de fonctionnement à vingt (20) heures par jour et par imprimante. Cette cadence correspond à deux millions cent soixante milles (2 160 000) pages par mois à raison de soixante (60) pages par minute et trente (30) jours par mois. Cette performance nous paraît excessivement optimiste d'autant plus que le constructeur de l'imprimante préconise tout au plus trois cent milles (300 000) pages par mois. La performance conseillée par le constructeur est de dix mille (10 000) à cinquante mille (50 000) pages par mois avec des pics exceptionnels de trois cent mille (300 000) pages par mois. A partir des données du constructeur, il faudra au moins quinze (15) imprimantes. Aussi, il faudra prévoir une salle d'impression plus spacieuse que celle qui y est dédiée actuellement.

Recommandations

Le succès de la révision repose sur la maîtrise de la plate-forme de collecte et de traitement des données électorales ainsi que sur la procédure de déploiement des kits pour rapprocher davantage l'enrôlement des citoyens concernés par la révision, tels qu'identifiés dans le communiqué de la CENI n° 015 CENI/BN/12.

Dans cet objectif, il est nécessaire d'adopter l'approche suivante :

- Stabiliser et améliorer les fonctionnalités des composantes du système de WAYMARK ;
- Adapter les procédures techniques et administratives au code électoral.

Pour ce faire, un document technique intégrant les recommandations doit être élaboré pour conduire à des actions urgentes visant à implémenter les deux volets ci-dessus.

Se fondant sur les constats relevés, la mission formule les recommandations suivantes pour améliorer le dispositif technique :

1. Enrôlement sur les kits :

- R 1. Limiter l'accès au découpage administratif sur les kits aux zones pour lesquelles ils sont positionnés afin d'éviter d'enregistrer à partir d'un kit par erreur des électeurs des autres circonscriptions où il n'est pas positionné.

L'exécution de cette action impliquera une réorganisation du déploiement des kits sur l'étendue du territoire. A cet effet, le déploiement doit permettre de faire le ratissage de tout le territoire national et aussi couvrir les pays concernés par la révision de la liste électorale.

Trois critères doivent guider le choix d'un plan de déploiement et répartition des kits :

- La capacité technique des kits sur la durée nécessaire pour enrôler un citoyen ;
- La répartition de la population (concentration);
- La durée globale de la période de la révision.

Pour se conformer à l'esprit et à la pratique de révision du fichier électoral, l'opérateur devra récupérer les données biométriques des électeurs enrôlés en 2010 et modifier son logiciel d'enrôlement afin que l'opération puisse être faite sans passer forcément par la prise des empreintes digitales. Le système tel qu'il fonctionne aujourd'hui, passe

forcément par la prise des empreintes digitales au préalable, avant de pouvoir accéder aux données alphanumériques (nom, prénom,...).

- R 2. Introduire le système de base de données dans les kits et recharger les données alphanumériques complètes après transfert de données de SAGEM vers le système de WAYMARK;
- R 3. Améliorer l'ergonomie de l'application d'enrôlement.

2. Procédure de sauvegarde et de remontée de données du kit vers le site central :

- R 4. formaliser cette étape par des procédures techniques et administratives claires (périodicité et mécanisme d'acheminement) afin de renforcer la traçabilité.

R 4.1. Nous recommandons à la CENI d'élaborer un plan permettant de maîtriser cette opération de remontée de données par un mécanisme permettant de tracer les sauvegardes et de faire un croisement entre les données remontées et celles des kits d'enrôlement. L'objectif est d'éviter la perte de données entre le kit et le site central. Nous recommandons fortement la création d'un site backup qui pourrait reproduire toutes les données en cas de sinistre ou d'incident grave sur le site central. Au moins, une copie de la sauvegarde devrait être gardée dans une zone géographique distincte du centre national. La CENI pourrait aussi recevoir une formation complète pour la sauvegarde et la restauration du système.

R 4.2. Les données alphanumériques, paraissent accessibles et modifiables sur le site central. Nous recommandons de les verrouiller afin que les données des électeurs ne puissent pas être modifiées par des opérateurs qui y ont accès.

3. Consolidation et matching (dé doublonnage) :

- R 5. Tester le matching après le transfert de données biométriques de SAGEM ;
- R 6. Retenir automatiquement la dernière demande en cas de double inscription confirmée ;
- R 7. Intégrer dans la procédure de matching la comparaison automatique entre 4 doigts et 10 doigts afin de mettre à jour les données biométriques des personnes qui sont inscrits sur la liste de 2010 et qui participeront à la révision de 2012.

Il est également nécessaire qu'à la fin de la consolidation, le système puisse générer les informations suivantes, à partir du module de suivi des opérations :

- ✓ Les demandes de changement multiples ;
- ✓ les demandes de changement de bureaux de vote validées ;
- ✓ les inscriptions validées ;
- ✓ les demandes de changement et d'inscription rejetées ;
- ✓ les doublons ;
- ✓ Le nombre de radiations.

4. Affectation des électeurs :

- R 8. Verrouiller les données des électeurs au niveau des interfaces du système central ;
- R 9. Introduire une codification précise permettant de distinguer les circonscriptions et les bureaux de vote;
- R 10. Affiner la procédure d'affectation des électeurs aux bureaux de vote.
- R 11. Introduire une logique métier dans le système pour permettre d'effectuer les actions liées à la création de bureaux de vote et les actions liées à la répartition des électeurs dans les bureaux de vote.

5. Impression des documents électoraux :

- R 12. Renforcer la capacité du système d'impression par l'acquisition d'imprimantes complémentaires ;
- R 13. Renforcer la traçabilité et la sécurité de la carte d'électeur en développant un module permettant de gérer son cycle de vie. A la fin du processus de personnalisation des cartes, des statistiques devraient être produites pour la traçabilité de toutes les cartes commandées : les cartes personnalisées, les rebuts issus du découpage des cartes encore vierges, le stock restant... Cette opération a pour objectif de s'assurer qu'aucune carte n'est sortie du bâtiment du site central. Par ailleurs, les essais d'impression ne devraient pas se faire avec des cartes réelles mais plutôt sur des spécimens de cartes prévus à cet effet.

6. Campagne de sensibilisation

- R 14. L'efficacité de la phase de révision (enrôlement) repose sur la campagne de sensibilisation et de communication à l'intention du public sur la prochaine révision ;

R 15. Les acteurs politiques et la société civile doivent être associés pour mobiliser les citoyens pour l'inscription sur les listes.

La campagne doit être faite via les médias mais aussi les affichages pour indiquer les dates et les lieux de l'enrôlement.

7. Encadrement administratif

Nous recommandons qu'une vérification des documents requis pour l'enregistrement soit réalisée avant la capture des données afin de s'assurer de la conformité de ceux-ci à la loi. Il est donc nécessaire d'encadrer administrativement l'étape de l'enrôlement (révision) par un personnel de la CENI qualifié et bien formé pour jouer le rôle d'interface avec la population.

Le travail de cette étape impactera la qualité du contenu de la liste électorale.

8. L'assistance pour la réparation des kits

Il est prévu par WAYMARK de mettre en place des centres de maintenance. Compte tenu de la sensibilité des kits et des délais que va nécessiter l'intervention de maintenance sur le terrain, nous recommandons à la CENI d'exiger de son partenaire technique la mise en place des centres de maintenance au moins dans les chefs-lieux des préfectures pour une meilleure efficacité des interventions.

En outre, il est nécessaire de mettre en place un système de collecte d'informations liées aux incidents techniques et de suivi d'intervention par exemple une flotte GSM ou un numéro vert.

9. Transfert de données de SAGEM vers le système de WAYAMRK

Afin de réaliser la révision, il est nécessaire de disposer sur le système central de WAYMARK de données biométriques de la liste de 2010 (Sagem).

A cet effet, nous suggérons la mise en place d'une commission qui sera chargée d'extraire les données du système de SAGEM. Elle doit regrouper les experts internationaux, la CENI et la classe politique.

Le mécanisme de cette procédure d'extraction doit permettre le transfert de l'ensemble de données alphanumériques et biométriques de la SAGEM.

10. Renforcement de capacités de la CENI et le transfert de compétences

L'étape de transfert de connaissance constitue une phase clé pour le succès du projet. Pour l'appropriation de l'outil, la CENI doit élaborer un plan de formation en étroite collaboration avec Waymark et ce en fonction des profils requis pour faire fonctionner en toute indépendance le système. Ce plan doit couvrir également le volet recrutement et de formation adapté aux besoins de la CENI.

Le plan de formation doit cibler les profils suivants :

- les agents d'enrôlement ;
- les techniciens de maintenance ;
- les administrateurs système et base de données;
- les agents d'analyse biométrique.

11. Publication de la liste électorale

Afin de rapprocher davantage les listes des citoyens, nous recommandons la publication, en plus de la procédure classique, des listes électorales sur le portail web de la CENI et par la mise en place d'un système de consultation par SMS de la téléphonie mobile.

Conclusion

La mise en œuvre de ces recommandations, aussi bien en appui de l'opérateur, qu'en appui de la CENI incluant un renforcement de ses capacités et une réorganisation de ses méthodes de travail, peut être réalisée dans des délais rapides :

- si elles font l'objet d'une acceptation et d'un engagement clair de l'opérateur,
- si la CENI donne les garanties nécessaires relatives aux conditions du renforcement de ses capacités et de la réorganisation de son travail sur les plans administratifs et techniques.

Au regard des moyens disponibles et des délais pour les mobiliser, l'Organisation Internationale de la Francophonie, en liaison avec les partenaires techniques et financiers concernés, est susceptible de s'engager pour organiser et appuyer la mise en œuvre des recommandations formulées dans ce rapport pour la production de listes électorales fiables, transparentes et exhaustives dans le cadre d'une véritable révision en vue de la tenue d'élections législatives crédibles et conformes aux normes et standards internationaux.

ANNEXES

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)

DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

CONTRAT POUR LE RECRUTEMENT D'UN OPERATEUR TECHNIQUE EN VUE DE LA COORDINATION, SUPERVISION DES OPERATIONS DE REVISION DES LISTES ELECTORALES ET EDITION DES DOCUMENTS ELECTORAUX

Immatriculation : N° 001/2012/CENI

Financement : Budget des opérations Electorales

Mode de passation : Appel d'offres ouvert

Montant du contrat : GNF 12 415 612 500

Délai d'exécution : Six (6) mois

Prestataire : SABARI TECHNOLOGY. SARL

Entre

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), représentée par son Président Monsieur Louseny CAMARA

Ci-après dénommé « **Client** »

D'une part ;

Et

La Société **SABARI-TECHNOLOGY. SARL**, sise au 6^{ème} Etage de l'Immeuble **TOUNKARA** au quartier Manquepas, Commune de Kaloum, BP : 6317, représentée par son Directeur Général, Monsieur Mamadi CONDE,

Ci-après dénommé « **Prestataire** »

D'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet la Coordination, la Supervision technique des Opérations de Révision des Listes Electorales et l'Edition des Documents Electoraux pour les Elections Législatives de 2012.

Article 2 : Pièces Constitutives du contrat

- 1- Le Présent contrat ;
- 2- La Lettre de soumission ;
- 3- Le devis estimatif
- 4- La lettre de notification d'attribution du contrat

Article 3 : Montant du contrat

Le montant du présent contrat s'élève à la somme de :
Douze milliards quatre cent quinze millions six cent soixante douze mille cinq cent (12 415 672 500) francs guinéens toutes taxes comprises fermes et non révisables. Tel qu'il résulte du devis joint au présent contrat qui en fait partie intégrante.

Article 4 : Modalités de paiement

Une avance de 50% du montant du contrat sera payée au Prestataire suite à un engagement écrit et dépôt de caution bancaire d'égale valeur.

Cette avance servira pour le financement des opérations préparatoires de révision des listes électorales.

Les 30% du montant du contrat seront payés à la fin de l'opération de révision sur le terrain.

Les 10% du montant du contrat seront payés à la livraison des listes et cartes électorales définitives.

Les 10% restants du montant du contrat seront payés à la fin du délai contractuel.

Article 5 : Domiciliation bancaire

Les paiements seront effectués par chèques ou virement bancaire au compte ouvert par le Prestataire avec les coordonnées suivantes :

Banque : **BICIGUI, Agence Niger**

Numéro de compte : **09843-07306800133 GNF BICIGUI.**

Article 6 : Durée du contrat

Le contrat est établi pour une période de six mois à compter du 1^{er} mars 2012 et concerne la coordination et supervision technique du processus des élections législatives.

Douze (12) mois d'assistance technique au site central.

Article 7 : Obligations de la CENI

La CENI mettra à la disposition du Prestataire tous les moyens et toutes informations et données permettant le bon déroulement de la mission sur toute l'étendue du territoire national.

Article 8 : Obligations du Prestataire

Les prestations comportent les opérations suivantes :

- ✓ Le Déploiement du matériel de l'opérateur technique sur toute l'étendue du territoire guinéen ;
- ✓ La Coordination et la Supervision des Opérations de révision sur le terrain ;
- ✓ La remise à niveau des agents techniques de révision des listes électorales ;

- ✓ Le suivi des opérations de révision des listes électorales sur le terrain ;
- ✓ La collecte et la centralisation des données au site central ;
- ✓ Le traitement informatique des données issues de la révision ;
- ✓ L'Édition des listes provisoires pour affichage ;
- ✓ Le découpage des bureaux de votes et affectation des électeurs aux bureaux de vote ;
- ✓ La Personnalisation des cartes et listes électorales ;
- ✓ La formation des administrateurs du site central ;
- ✓ L'édition définitive des listes et cartes électorales par bureau de vote et par circonscription électorale ;
- ✓ Assistance technique et support technique de la révision de la liste électorale.

Article 9 : Modalités de réception des équipements, Fournitures et de suivi des prestations

Les livraisons et réceptions partielles étant autorisées par la CENI, chaque prestation donnera lieu à l'élaboration d'un procès-verbal de réception dûment établi et signé par une commission dont les membres seront désignés par décision du Président de la CENI.

Article 10 : Pénalité de retard

Si le Prestataire n'exécute pas l'une ou l'ensemble des prestations ou les services prévus dans les délais spécifiés dans le présent contrat, la CENI

pourra appliquer sur le montant du contrat à titre de pénalité un cinq millième (1/5000^e) par jour calendaire de retard.

Article 11 : Intérêts Moratoires

En cas de retard de paiement excédant trente (30) jours du délai contractuel, toutes sommes dues au Prestataire par la CENI portera paiement d'intérêt moratoires au profit du Prestataire au taux d'escompte de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) majoré d'un point.

Cet intérêt sera calculé à compter de la date d'échéance du délai contractuel jusqu'à la date de paiement effectif de la totalité de la créance due au Prestataire.

Article 12 : Législation régissant le contrat

Seule la législation en vigueur en République de Guinée s'applique au présent contrat. Le Prestataire devra se conformer à toutes lois, tous règlements administratifs émanant des autorités nationales et applicables à ses activités.

Article 13 : Litiges

En cas de litiges ou différends, les parties feront leur mieux pour régler à l'amiable les différends qui pourraient surgir à l'exécution du présent contrat ou de son interprétation. A défaut de règlement à l'amiable, le différend sera soumis aux tribunaux compétents de la République de Guinée.

Article 14 : Résiliation

Le contrat pourra être résilié de plein droit et sans indemnités dans les éventualités suivantes :

- ✓ Retard considérable dans l'exécution du contrat imputable au Prestataire ;
- ✓ Faillite ou liquidation judiciaire de la Société.

Article 15 : Approbation du Contrat

Le présent contratant d'un montant de douze milliards quatre cent quinze millions six cent soixante douze mille cinq cent (12 415 672 500) francs guinéens toutes taxes comprises ferme et non révisable ayant pour objet la Coordination, la Supervision technique des Opérations de Révision des Listes Electorales et l'Edition des Documents Electoraux pour les Elections Législatives de 2012 ne sera valable et définitif qu'après son approbation par Monsieur le Président de la CENI et après que notification ait été faite au Prestataire.

Article 16 : Entré en vigueur

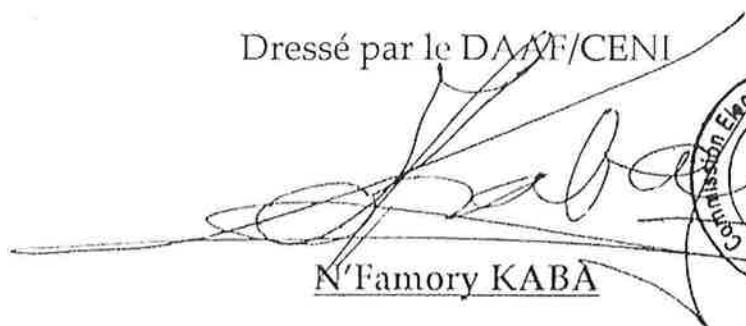
Le Présent contrat entrera en vigueur lorsque les conditions suivantes auront été remplies :

- ✓ Le contrat a été approuvé par le Président de la CENI et notifier au Prestataire ;

- ✓ Le paiement de l'avance de 50% du montant du contrat au Prestataire.

Fait en dix (10) exemplaires originaux à Conakry le 29 mars 2012

Dressé par le DAAF/CENI


N'Famory KABA

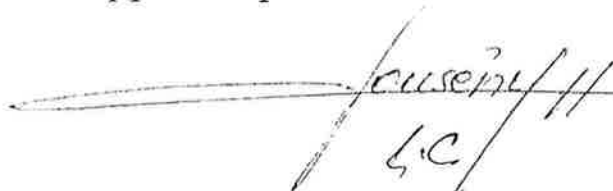


Pour le Prestataire,
Le Directeur Général
(Précédé de la mention « Lu & accepté »)




Mr Mamadi CONDE

Approuvé par le Président de la CENI


Mr Lousény CAMARA



Date

Monsieur/Madame

Objet : Cahier de charges du projet de révision des listes électorales pour la production des cartes d'électeurs.

1. Vous êtes invités à soumettre une offre technique et financière de services d'assistance technique pour la révision du fichier Electoral Biométrique et l'impression des Cartes d'électeurs.
2. Le DAO comprend :
 - ❖ Instruction aux soumissionnaires,
 - ❖ Conditions générales du contrat,
 - ❖ Formulaires de soumission de la proposition,
 - ❖ Tableau des coûts,
 - ❖ Formulaire de garantie de réalisation
3. Votre offre doit comprendre une proposition technique et une proposition financière, placée sous plis scellés distincts et séparés, et devra nous parvenir à l'adresse suivante, au plus tard le 20/03/2012 :

L'Attention Monsieur le Président de la CENI

Quartier Cameroun Conakry

Et marque de : TDR CENI 001/2012 Projet de Révision des listes Electorales pour l'impression des cartes d'électeurs

4. Des informations complémentaires pourraient vous être fournies à la demande et dans les délais requis. Tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report de la date de soumission de votre proposition.

Sincères salutations. 



République de Guinée

Travail - Justice - Solidarité

-C.E.N.I.-

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

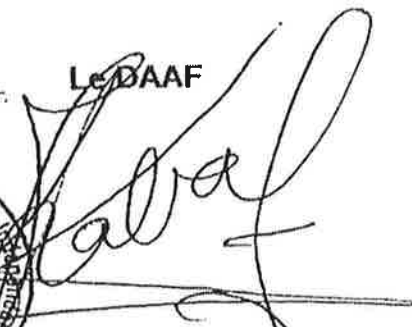
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

RECU DE PAIEMENT N° 01 :

De Monsieur Soriba KABA, représentant la Société **SABARI Technologie SARL**, la somme de **Deux millions (2 000 000)** de Francs guinéens pour l'achat d'un Dossier d'Appel d'Offres, relatif au recrutement d'un opérateur local pour la révision des listes Electorales.

Conakry, le 14 Mars 2012.

Le DAAF



Commission Electorale Nationale Independante
Le DAAF
* CENI *

Mr. N'Famory KABA



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

- C.E.N.I. -

COMMISSION **E**LECTORALE **N**ATIONALE **I**NDEPENDANTE

N° 109 C.E.N.I./BN/ 2012

Conakry, le 27 Mars 2012

Le Président

A

**Monsieur le Directeur Général de la
Société SABARY TECHNOLOGIE**

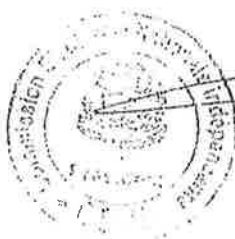
Objet : Lettre de notification d'adjudication de marché

Monsieur,

Suite à l'appel d'offres ouvert lancé par la Commission Electorale Nationale Indépendante (C.E.N.I.) pour le recrutement d'un opérateur technique local en vue de la révision des listes électorales, j'ai l'honneur de vous informer que votre Société a été retenue attributaire du dit marché ; pour un montant de Douze Milliards Quatre Cent Quinze Millions Six Cent Soixante Douze Mille Cinq Cents **(12 415 672 500)** Francs Guinéens toutes taxes comprises.

Par conséquent, nous vous demandons de bien vouloir prendre attache avec la CENI pour la négociation du contrat qui liera nos deux (2) Institutions.

Veuillez croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de ma franche collaboration.




Lousény CAMARA

OFFRE FINANCIERE - TABLEAU DES COÛTS

	Qté/Nbre	Prix Unitaire	Total en GNF
1. Mise à Niveau de 4600 agents Techniques			
Mise à Niveau (Formation des Agents Techniques) sur le terrain	4 600	150 000	690 000 000,00 GNF
Formation des administrateurs du site central (AFIS, SYSTÈME, ADMINISTRATION DB)	6	25 750 000	154 500 000,00 GNF
Support de formation (Papier rame, bics, etc...)	4 600	107 000	492 200 000,00 GNF
Sous-Total Frais de Formation (Mise à niveau)			1 336 700 000,00 GNF
2. Assistance Techniques pour la Révision des Listes et la maintenance du site central			
Coordinateurs Techniques	8	8 000 000	64 000 000,00 GNF
Coordinateurs Administratifs	8	8 000 000	64 000 000,00 GNF
Techniciens de Maintenance	76	7 500 000	570 000 000,00 GNF
Superviseurs Techniques	120	7 500 000	900 000 000,00 GNF
Frais transport A/R personnel technique, Kits et Logistique divers	220	2 500 000	550 000 000,00 GNF
Frais de communication pour assistance technique	120	450 000	54 000 000,00 GNF
Achats de matériels de maintenance (100 Laptops, 80 caméras, 80 FP scanner, 80 Imprimantes, 80 Clés USB, 80 HUB)	1 lot	875 000 000	875 000 000,00 GNF
Carburant et lubrifiant véhicules	60 000	9 500	570 000 000,00 GNF
Location véhicule	40	21 000 000	840 000 000,00 GNF
Management de Projet (Forfait)		450 750 000	450 750 000,00 GNF
Assistance et maintenance du site central pour 12 mois	12	350 000 000	4 200 000 000,00 GNF
Sous-Total Assistance Technique pour la révision des Listes			9 137 750 000,00 GNF
3. Personnels Technique de Personnalisation et Impression des Documents			
Personnalisation de 6000000 de Cartes d'électeurs	6 000 000	105	630 000 000,00 GNF
Administrateurs Bases de Données	2	30 000 000	60 000 000,00 GNF
Administrateurs AFIS	2	30 000 000	60 000 000,00 GNF
Administrateurs personnalisation des cartes d'électeurs et documents électoraux	2	30 000 000	60 000 000,00 GNF
Personnel Technique pour l'impression des documents	45	6 000 000	270 000 000,00 GNF
Personnel Technique pour l'impression des documents	45	6 000 000	270 000 000,00 GNF
SOUS TOTAL Personnels Technique de Personnalisation et Impression des Documents			1 350 000 000,00 GNF
TOTAL COORDINATION ET ASSISTANCE DE L'ENROLEMENT, LA CENTRALISATION ET L'IMPRESSION DES DOCUMENTS			11 824 450 000,00 GNF
Imprévus (5%)			591 222 500,00 GNF
TOTAL GENERAL RECENSEMENT BIOMETRIQUE			12 415 672 500,00 GNF

Mamady CONDE
Directeur Général



REPUBLIQUE DE GUINEE
TRAVAIL – JUSTICE – Solidarité

MINISTERE DE LA JUSTICE

COUR D'APPEL DE CONAKRY

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE KALOUM

CONAKRY

REGISTRE DE COMMERCE ET DU CREDIT MOBILIER

(R C C M)

SOCIETE SABARI TECHNOLOGY- SARL

« S . T -SARL »

(PERSONNE MORALE)

HARMONISATION

N° FORMALITE/RCCM/GC- KAL/021.044/2008

N° ENTREPRISE /RCCM/GC- KAL/019.606A/2008

DATE : 01 MARS 2008

DECLARATION ☐ DE CONSTITUTION DE PERSONNE MORALE
☒ OU ☐ D'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT SECONDAIRE
OU ☒ D' HARMONISATION
OU ☐ D'OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE D'UNE PERSONNE MORALE ETRANGERE

RENSEIGNEMENTS

DENOMINATION : SOCIETE SABARI TECHNOLOGY
NOM COMMERCIAL : SOCIETE SABARI TECHNOLOGY
SIGLE : S.T.
ADRESSE DU SIEGE : Conakry- (République de Guinée)
ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT CREE :
FORME JURIDIQUE : SARL N°R.C.C.M. du siège
CAPITAL SOCIAL : 5.000.000 GNF DONS NUMERAIRES.
DUREE : 99 ANS

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET AUX ETABLISSEMENTS

ACTIVITE: ACTIVITE PRINCIPALE : (préciser) :
La vente, la fourniture et la mise en place de tout produit et prestations en informatique et télécommunication ;
Toute forme de prestations dans les nouvelles technologies de l'information et de la Communication ;
Le Commerce général de tous produits de consommation (Alimentation, Agricole, Minier et autres etc... (Voir Statuts)

Et généralement toutes opérations commerciales, financières, industrielles, minières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, ou à tous objets similaires ou connexes pourvu qu'ils soient licites.

Date de début: 27/12/2002 N° RCCM : 02A-0353 Nbre de salariés prévus

PRINCIPAL ETABLISSEMENT OU SUCCURSALE : SOCIETE SABARI TECHNOLOGY

« S . T - SARL »

Adresse: Conakry- (République de Guinée)

Origine : ☐ Création ☐ Achat ☐ Apport ☐ Prise en location gérance Autre (préciser) ☒ Harmonisation

Précédent exploitant : Nom.....Prénom.....

Adresse :N°ECCM.....

Loueur de fonds (Nom/ dénomination - adresse) :

ETABLISSEMENTS SECONDAIRES : (autre que celui créé) ☐ Non , ☐ Oui (préciser)

Adresse
Activité

ASSOCIES TENUS INDEFINIMENT OU PERSONNELLEMENT

(*) la totalité des renseignements relatifs à ces associés doit impérativement figurer sur le formulaire complémentaire M.O Bis annexé

RESUME DES INFORMATIONS

NOM !	PRENOM	DATE ET LIEU DE NAISSANCE !	ADRESSE

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DIRIGEANTS (*) (*)

(*) Concerne les Gérants, Administrateurs ou associés ayant le pouvoir d'engager la personne morale
 (**) Les renseignements ne pouvant figurer ci-dessous doivent IMPERATIVEMENT être reportés sur le formulaire M.O Bis annexé

NOM	PRENOM	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	ADRESSE	FONCTION
M. CONDE	Mamady	Né le 27/06/1963 à Kankan	Demeurant à Conakry	Gérant

(***) Préciser : Gérant PDG, Administrateur, Associé

COMMISSAIRES AUX COMPTES

NOM !	PRENOM	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	ADRESSE	FONCTION

Le soussigné (préciser si mandataire) : M. CONDE Mamady, Gérant

Demande à ce que la présente constitue une DEMANDE D'IMMATRICULATION AU R.C.C.M

Fait à Conakry

Le 17/06/2013

Le Demandeur

La conformité de la déclaration avec les pièces justificatives produites en application de l'acte Uniforme sur le droit commercial Général a été vérifiée par le Greffier en Chef

soussigné qui a procédé à l'inscription le 17/06/2013 sous le NUMERO C.C.R.A. 170600013



ARSERY FOFANA



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité
Ministère du Commerce Industrie et PME
OPIP / GUICHET UNIQUE

CENTRE DE FORMALITES DES ENTREPRISES

REGISTRE DU COMMERCE
ET DU CREDIT MOBILIER ROUE

N° analytique :
N° chronologique :
Date :

DECLARATION D'EXISTENCE : PERSONNE MORALE

1-DENOMINATION DE LA SOCIETE:

SABARI TECHNOLOGY SARL

SIGLE: ST-SARI

2-FORME JURIDIQUE: SARL

3-NATIONALITE:

Guinéenne

4-CAPITAL SOCIAL: FG

- Nombre d'actions:

- Catégorie d'actions:

Valeur nominale: FG 10000

5-OBJET SOCIAL:

6-SIEGE SOCIAL:

Région: CONAKRY

Préfecture:

Quartier:

Boîte postale: 22 CONAKRY

Téléphone:

7-NOMS & PRENOMS (OU DENOMINATION SOCIALE) ET ADRESSES DES ASSOCIES

(ACTIONNAIRES) DE LA SOCIETE

8-SOCIETE ANONYME; NOM & PRENOMS (OU DENOMINATION SOCIALE) ET ADRESSES DES ADMINISTRATEURS OU DE L'ADMINISTRATEUR GENERAL

SOCIETE ANONYME: NOM-PRENOMS ET ADRESSE DU PRESIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION OU DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL:

1- NOM ET ADRESSE DU DIRECTEUR GENERAL (SI SOCIETE ANONYME) OU DU (DES) GERANT(S)
(SI SARL)

1- NOM-PRENOMS ET ADRESSE DU FONDE DE POUVOIR ET/OU DU DIRECTEUR GENERAL
ADJOINT

1- NOM-PRENOMS (OU DENOMINATION SOCIALE), ADRESSE ET N° DE TELEPHONE DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES

2- BANQUES ET NUMEROS DE COMPTES BANCAIRES

13- DATE DE DEBUT D'ACTIVITES (mois/année)

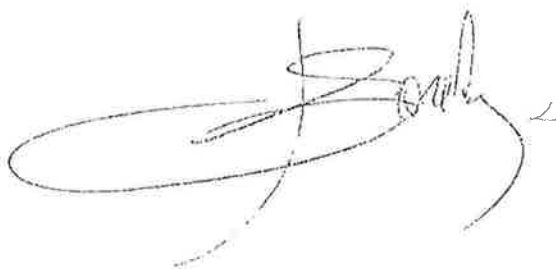
DATE ET SIGNATURE DU DECLARANT

Conakry, le 27/12/02



DATE ET SIGNATURE DU CHEF DU DEPARTEMENT GUICHET UNIQUE

Conakry, le 27/12/02



Travail-Justice-Solidarité
Ministère du Commerce Industrie et PME
OPIP / GUICHET UNIQUE

**CENTRE DE FORMALITES
DES ENTREPRISES**

N° analytique :
N° chronologique :
Date :

**REGISTRE CENTRAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES
CERTIFICAT DE DEPOT D'ACTES**

N° : 51-300-000-000-000-000

Chef du centre de formalités des entreprises, certifie par la présente que :

le 27/01/2012 à 10h00 heures

agissant pour le compte de la société

A DEPOSE ENTRE NOS MAINS POUR ETRE MIS AU RANG DES MINUTES DU GRIFFE, AFIN QU'IL
SOIT DELIVRE TOUTS EXTRAITS ET EXPEDITIONS, QUAND ET A QUI LE

1- un exemplaire original

2- un exemplaire certifié conforme à l'original des pièces suivantes, relatives à
- la société / cooperative.

LISTE DES PIECES DEPOSEES

- ☒ statuts juridiques
- ☒ attestation bancaire (libération de capital)
- ☒ procès verbal assemblée générale ordinaire
- ☐ procès verbal assemblée générale extra-ordinaire
- ☐ règlement intérieur
- ☐ autres


LESQUELLES PIECES DEMEURERONT CI-APRES ANNEXEES, APRES MENTION DU CHEF DU
DEPARTEMENT GUICHET UNIQUE SOUSSIGNE ET SIGNATURE DU DEPOSANT

LE DOUBLE DU PRESENT CERTIFICAT, REMIS AU DECLARANT, VAUT RECEPISSE DE DEPOT

LE DEPOSANT



LE CHEF DU DEPARTEMENT GUICHET UNIQUE





REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail Justice Solidarité

- C.E.N.I. -

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE



N° 015 C.E.N.I./BN/12

COMMUNIQUE

Multiple diffusions en Français et en langues Nationales

La Commission Electorale Nationale Indépendante (C.E.N.I.) informe l'ensemble des Citoyens et Citoyennes que dans le cadre de l'organisation des élections législatives prévues en Juillet 2012, la Révision des listes électorales débutera sur l'ensemble du Territoire National le 02 Mai 2012 et s'achèvera le 15 Juin 2012.

L'opération de révision concernera les catégories d'électeurs ci-après :

1. Les électeurs détenteurs de récépissé mais ne disposant pas de carte d'électeur ;
2. Les électeurs détenteurs de carte d'électeur Alphanumérique ;
3. Les électeurs non recensés lors du dernier recensement électoral ;
4. Les électeurs éloignés de leur bureau de vote lors de l'élection présidentielle 2010 ;
5. Les électeurs ayant changé de lieu de résidence ;
6. Les électeurs ayant atteint 18 ans révolus à la date de la Révision ;
7. Les électeurs ayant des erreurs sur leur carte d'électeur ;
8. Les électeurs ayant perdu leur carte d'électeur.

La Commission Electorale Nationale Indépendante invite ses Démembrements, les Responsable des Partis Politiques, les ONG de sensibilisation, les Médias Publics et Privés, les Administrateurs

Quartier Cameroun - Commune de Dorian B.P. 1032 - Tél : 64 23 23 68 / 62 07 87 27
E-mail: ceni2007@wanadoo.fr / Site web : www.ceni2007.com

[Signature]
L.C.

Locaux, les Collectivités à faire une large diffusion du présent communiqué.

La Commission Electorale Nationale Indépendante invite la Société SABARY Technologie à prendre toutes les dispositions techniques nécessaires à la parfaite réalisation dans les délais de l'opération de révision des Listes Electorales.

Conakry, le 28 Avril 2012

Le Président de la CENI



Lousény CAMARA

COMMISSION ELECTORALE
NATIONALE INDEPENDANTE
(C.E.N.I)

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail – Justice – Solidarité

SECRETARIAT GENERAL

DECISION N° ...*015*...../CENI/BN/SGG/2011 PORTANT SUSPENSION DES
OPERATIONS DE REVISION DES LISTES ELECTORALES

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION ELECTORALE NATIONALE
INDEPENDANTE (CENI)

Vu : la Constitution ;
Vu : le Code Electoral ;
Vu : la Loi L/2007/013/PRG/SGG du 29 Octobre 2007 portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement de la CENI ;
Vu : l'Ordonnance N°004/PRG/CNDD/ du 04 Janvier 2009 portant gestion du processus électoral ;
Vu : la Décision N°008/CENI/BN/SG/du 31 Janvier 2008 portant adoption du Règlement intérieur de la CENI ;
Vu : le procès verbal N° 0121/C.E.N.I/ BN/11 du 3 Août 2011 portant élection d'un Président de la CENI ;
Vu : le communiqué de presse de la présidence de la République en date du 13 Mai 2012
Vu : les nécessités de service ;

DECIDE

Article 1er : Les Opérations de Révision à titre exceptionnel des listes électorales sont suspendues sur toute l'étendue du Territoire National du **Mardi 15 Mai au Dimanche 20 Mai 2012**. Elles reprendront le **Lundi 21 Mai 2012** dans toutes les Commissions Administratives de Révision des Listes Electorales.


Article 2 : Les Démembrements de la CENI, en collaboration avec les Autorités Administratives Déconcentrées et Décentralisées concernées sont priés de prendre toutes les dispositions utiles en vue de l'application correcte et effective de la présente Décision.

Article 4 : Le bureau de la CENI, les chefs de Département, le Directeur des Opérations et le Directeur des Affaires Administratives et Financières sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision.



Article 5 : La présente décision qui prend effet à compter de sa date de signature sera communiquée partout ou besoin sera

Conakry, le..... **14 MAI 2012**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lousény CAMARA' with a stylized flourish at the end. Below the signature, the initials 'L.C.' are written.

Lousény CAMARA



Travail-Justice-Solidarité

- C.E.N.I. -

COMMISSION **E**LECTORALE **N**ATIONALE **I**NDEPENDANTE

N° 019 C.E.N.I./BN/12

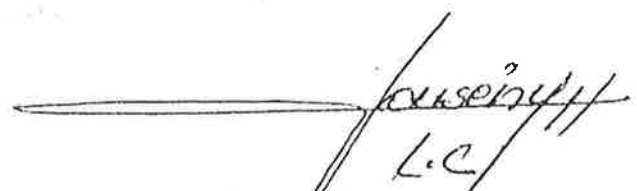
Conakry, le 14 MAI 2012

Le Président

COMMUNIQUE (RADIO-TELEVISION)

Multiple diffusions en Français et en langues Nationales

Suite à la suspension provisoire des opérations de révision des listes électorales, il est ordonné à tout le personnel technique sur le terrain (superviseur, maintenancier et opérateurs de saisie) de rester sur place jusqu'à la reprise des activités. Les équipements demeurent confiés aux personnes qui ont assuré leur conservation jusqu'ici.


Lousény CAMARA



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

- C.E.N.I -

COMMISSION **E**LECTORALE **N**ATIONALE **I**NDEPENDANTE

N°.....021.....C.E.N.I./BN/.....12.....

Conakry, le..24..MAY..2012.....

Le Président

COMMUNIQUE (RADIO-TELEVISION)

Multiple diffusions en Français et en langues Nationales

Suite à la prolongation de la suspension de la révision des listes électorales, la CENI invite les agents techniques affectés à cette opération (superviseurs, main tenanciers de SABARI, et opérateurs de saisie de la CENI) à rester sur place pour faire l'état des lieux. Il s'agit de faire :

- La situation du matériel,
- La situation du personnel technique de SABARI,
- La situation des opérateurs de saisie,
- Les statistiques de l'enrôlement,
- communiquer les résultats à la CENI à Conakry.

Les cellules Préfectorales de gestion et les superviseurs de SABARI sont chargés de l'exécution de la présente tâche.



Lousény
Lousény CAMARA



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

- C.E.N.I -

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

N° 022 C.E.N.I./BN/A2

Conakry, le 05 JUIN 2012

Le Président

COMMUNIQUE (RADIO-TELEVISION)

Multiple diffusions en Français et en langues Nationales

A Tous les Présidents ou Secrétaires Généraux des Partis Politiques

Dans le cadre de l'organisation des élections législatives que nous voulons libres, transparentes, crédibles et justes, le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante a l'honneur de demander (Conformément à l'Article 16 du code électoral) aux Présidents ou Secrétaires Généraux des Partis politiques engagés pour les élections législatives de bien vouloir communiquer la liste de leurs représentants dans les CARLE des 38 circonscriptions électorales.

Les listes par préfectures doivent être faites sur papier entête du parti et signées par le Président ou le Secrétaire Général du Parti.



Lousény CAMARA

REPARTITION DES CARTE PAR REGION ET PAR PREFECTURE

REGION	NO	PREFECTURES/ COMMUNES	NBRE 2009	NBRE 2011	ECART
CONAKRY	1	KALOUM	14	31 /	17
	2	DIXINN	26	57 /	31
	3	MATAM	27	58 /	31
	4	MATOTO	59	127 ?	68
	5	RATOMA	55	119 /	64
Sous total Conakry			181	392	211
KINDIA	6	/ KINDIA	39	84 /	45
	7	FORECARIAH	22	48 /	26
	8	DUBREKA	18	40 /	22
	9	COYAH	14	31 /	17
	10	TELIMELE	7	58 /	31
Sous total Kindia			120	261	141
KANKAN	11	KANKAN	41	84 /	43
	12	KEROUANE	20	45 /	25
	13	KOUROUSSA	16	37 /	21
	14	MANDIANA	19	42 /	23
	15	SIGUIRI	34	75 /	41
Sous total Kankan			130	283	153
N'ZEREKORE	16	N'ZEREKORE	42	90 /	48
	17	GUECKEDOU	31	76 /	45
	18	MACENTA	29	60 /	31
	19	LOLA	14	32 /	18
	20	YOMOU	11	23 /	12
	21	BEYLA	23	46 /	23
Sous total N'Zerekore			150	327	177
FARANAH	22	FARANAH	22	46 /	24
	23	DINGUIRAYE	15	33 /	18
	24	DABOLA	14	28 /	14
	25	KISSIDOUNGOU	26	57 /	31
Sous total Faranah			77	164	87
MAMOU	26	MAMOU	26	56 /	30
	27	DALABA	16	35 /	19
	28	PITA	27	58 /	31
Sous total Mamou			69	149	80
BOKE	29	BOFFA	20	42 /	22
	30	BOKE	39	85 /	46
	31	FRIA	12	26 /	14
	32	GAOUAL	16	35 /	19
	33	KOUNDARA	12	26 /	14
Sous total Boke			99	214	115
LABE	34	LABE	32	69 /	37
	35	LELOUMA	17	37 /	20
	36	MALI	24	51 /	27
	37	TOUGUE	14	31 /	17
	38	KOUBIA	11	23 /	12
Sous total Labe			98	211	113
TOTAL GENERAL			924	2001	1077

